

Philosophen de Nowhere

Association Scientifique des Dialectiques de la Laune

Helmut Reinicke / Manfred Wendel

L'été 1944 dans le Midi

La Résistance et les troupes d'occupation allemandes à travers les rapports quotidiens rédigés par la 19^{ème} Armée

Le 11 novembre 1942, des troupes allemandes et italiennes franchirent la ligne de démarcation qui, depuis 1940, séparait le Nord de la France sous administration militaire allemande du territoire situé au Sud administré par le gouvernement de Vichy, et prirent possession de la zone dite «libre».

L'occupation accomplie, les forces armées allemandes déjà sur place formèrent, le 26 août 1943, la 19^{ème} Armée chargée du territoire du Sud de la France et de la Côte méditerranéenne. Le Haut Commandement (AOK 19) se trouvait en Avignon. À l'instar de la 1^{ère} Armée (Côté atlantique/Ouest de la France), la 19^{ème} Armée faisait partie du groupe G de l'armée dont le quartier général était installé à Toulouse. Cette division était sous les ordres du Commandant en chef des Forces armées allemandes sur le front occidental (*Oberbefehlshaber West*) établi à Paris (1).

En juin 1944, sept divisions d'infanterie et une division blindée étaient sous les ordres de l'AOK 19 qui commandait en outre les unités chargées de l'approvisionnement, de la marine et des forces aériennes. Les divisions d'infanterie étaient principalement des troupes d'occupation « immobiles », ayant peu de véhicules à leur disposition et dont les équipements se composaient surtout d'armes et d'appareils pillés pendant la guerre. La 19^{ème} Armée comprenait aussi des « bataillons de l'Est » formés de volontaires originaires de l'Europe orientale (d'Arméniens, par exemple) et de divisions russes qui, après avoir essuyé de lourdes pertes, devaient être complètement reconstituées.

Dès le début de l'occupation, toute l'administration militaire – et donc pas uniquement la Police de la Sécurité allemande et la SS – était engagée dans la Shoah en France, et ce dès 1942, année où les administrations allemandes et françaises commencèrent à travailler de concert. Outre le « recrutement » de main-d'œuvre pour remplir les camps de travail, leur principale préoccupation fut la Solution finale à laquelle s'ajoutèrent les affrontements avec la Résistance.

Le 21 août 1941, le premier assassinat d'un membre de la Wehrmacht (*Forces armées allemandes*) fut perpétré à Paris par un groupe de résistants communistes. Le 1^{er} mars 1942, la salle parisienne Wagram inaugura une grande exposition sur le thème « le bolchevisme en Europe ». Le même jour, les membres d'un sous-groupe du mouvement de la Jeunesse communiste commirent un attentat contre un poste de garde allemand stationné à l'entrée de l'école primaire de la Rue de Tanger, occupée par les Allemands, coûtant la vie au soldat de 1^{ère} classe Hoffedank (2). Parmi les tireurs se trouvaient l'apprenti Karl Schönhaar, alors âgé de 17 ans, qui, à la suite de l'assassinat de son père (fonctionnaire et membre du Parti communiste allemand) en 1934, orchestré par la SS, s'était réfugié avec sa mère à Paris où il rejoignit le mouvement de résistance communiste à la fin de l'année 1940.

Le 8 mars 1942, Karl Schönhaar, Georges Tondelier (qui avait également participé au dernier attentat) et André Kirsch (15 ans) s'attaquèrent à l'exposition antibolchévique. G. Tondelier avait déjà participé à plusieurs attentats ; notamment à celui du 6 février 1942, commis à la dynamite contre le bordel des Forces armées allemandes, installé au numéro 106 de l'avenue de Suffren. C'est ainsi qu'une deuxième phalange de la Résistance est née qui, à son tour, deviendra l'objectif des actions d'extermination menées par les Allemands dans le cadre de leur politique d'occupation.

Il convient également d'évoquer ici une étape décisive du stratagème employé contre les populations civiles, à savoir les descentes massives des 22 et 23 janvier 1943 à Marseille (une action franco-allemande) se soldant par l'arrestation de 6000 personnes. Le 18 janvier, Himmler s'était écrié : « *Der Saustall in Marseille ist ein Saustall Frankreichs (la porcherie de Marseille est une porcherie française)* », faisant ainsi allusion à une sorte de « bassin collecteur » pour juifs et antifascistes qui cherchaient l'exil. Le bilan fait état de 780 juifs arrêtés et déportés vers les camps d'extermination.

Après que Jean Moulin eut réuni différents groupes de résistants au sein du « Conseil national de la Résistance », les attentats et les actes de sabotage se multiplièrent, tout comme les représailles allemandes. Fin 1943, les occupants allemands avaient compris que la Résistance était devenue un ennemi de guerre à échelle nationale. En février 1944, le Commandement en chef des Forces armées allemandes sur le front Ouest donnait pour ainsi dire carte blanche à ces troupes pour les cas où les actions contre « la Résistance toucheraient également des innocents » ; en d'autres termes, le commandement militaire couvrait des actes, tels que « descendre des partisans », incendier des maisons, des fermes, voire des villages entiers, et étendre les mesures répressives à l'encontre des civils non impliqués dans les combats : « La troupe doit mettre fin à toute activité partisane par le recours à la guerre » (3). Concernant le Jura, cette décision aura des conséquences dramatiques du fait que la puissance occupante y était représentée non seulement par des policiers allemands et français, mais aussi par le bras armé de la SS.

Les premières « actions d'envergure de lutte contre les bandes » furent engagées de février à avril 1944 dans les départements de l'Ain, de la Haute-Savoie et de la Dordogne. Elles servaient principalement à récupérer de la main-d'œuvre ainsi qu'à exterminer des Juifs et des Communistes. L'action baptisée « action Brehmer » menée en Dordogne se solda pour ainsi dire par un massacre collectif des Juifs.

Après le débarquement des Alliés en Normandie le 6 juin 1944, la Résistance multiplia et renforça ses actions. Le Commandant en chef von Rundstedt décréta le 7 juin 1944 : « Le développement de la situation concernant les bandes nécessite la destruction immédiate et sans ménagement de leurs forces » (4). C'est à partir de ce moment-là que les troupes d'occupation allemandes commencèrent à considérer la guerre contre les résistants du même ordre que la guerre menée contre les troupes alliées ; une sorte de trame de fond générale sur laquelle la Wehrmacht opérait dans tout le Sud de la France.

Le Haut Commandement de la 19^{ème} Armée (AOK 19) implanté en Avignon réunissait les rapports quotidiens (*Tagesmeldungen*) des unités subordonnées, les classait (il y avait entre 2 et 5 pages A4 par jour) et rédigeait un rapport qu'il envoyait chaque matin et chaque soir à la division G de Toulouse. Au fur et à mesure, outre les comptes rendus concernant les affaires militaires du jour (déplacements et gestion des troupes, bombardements aériens des Alliés, actions maritimes), ces rapports contenaient de plus en plus d'informations sur les

affrontements avec la Résistance (5). C'est ainsi qu'à partir du mois de juillet, un chapitre entier fut consacré à la « situation concernant les bandes ». Ces communiqués attestent de l'ampleur croissante ainsi que du durcissement des conflits entre les résistants et les soldats de la 19^{ème} Armée. Autre point important : l'usage d'une terminologie déguisée comprenant outre le terme « abattu au combat », les notions « mort par balle » ou « descendu » désignant fort probablement des prisonniers, des simples suspects ou passants, ou encore des personnes assassinées après avoir été interrogées. La notion d'« ennemis morts » devient un terme générique (6) pour signifier l'assassinat de civils.

Au mois de juin 1944, les attentats organisés par la Résistance furent encore relativement inoffensifs (comptant une moyenne de 1 à 2 attaques par jour). Ainsi, le rapport du 2 juin relate une détonation aux abords de la ville de Béziers ainsi que la destruction à la dynamite de 10 wagons chargés de céréales en gare de St. Gilles ; celui du 11 juin parle de l'échec d'une tentative de destruction à l'explosif du pont sur le Petit Rhône à St. Gilles ; et le rapport du 26 juin témoigne de quatre « attentats terroristes » contre des trains. Presque tous ces attentats avaient pour cible des voies de chemin de fer ou des liaisons téléphoniques. Il faut savoir que le réseau ferroviaire était de toute première importance pour l'armée parce qu'il lui servait à transférer et à approvisionner ses troupes.

La 19^{ème} Armée, de son côté, menait près de 20 actions dans le cadre de sa lutte « contre les bandes » ou « contre les terroristes ». Ainsi, le 1er juin, une « action contre des terroristes » fut organisée à Sault avec pour résultat la remise de sept prisonniers à la Police de la Sécurité allemande. Le 12 juin, des « bandes » furent anéanties dans la chaîne des Côtes, plus précisément à 20 km au nord-ouest d'Aix (bilan : entre 80 et 100 « terroristes morts », et deux morts et quatre blessés du côté des Allemands). Toujours dans le même cadre, une action fut organisée le 18 juin au nord de Toulon (bilan : trois « ennemis morts » et trois prisonniers), puis le 22 juin dans les environs d'Alès et de la Vallée du Rhône (bilan : 169 « ennemis morts »). Le style militaire et concis des rapports ne permet pas de connaître davantage de détails sur ces « actions ». En revanche, il est clair que les termes « partisans », « bandes » et « terroristes » utilisés par le commandement militaire enlevaient aux résistants le statut de combattant en les reléguant ainsi au plan des « hors la loi ».

Ce fut en juillet 1944 que les conflits s'étendirent considérablement (7). Selon les rapports quotidiens, il ne se passait quasiment pas un jour sans qu'il y ait une action « de lutte contre les bandes » : le 2 juillet dans les régions de Millau, d'Apt, de Digne et de Saturnin ; le 3 juillet à 10 km au nord de Nice (bilan : 60 hommes arrêtés et déportés vers les camps de travail en Allemagne) ; le 4 juillet dans la même région (bilan : 6 « communistes » arrêtés et « liquidés » par la Police de la Sécurité ; à partir du 2 juillet, une action est en cours près de Vintimille dans la région d'Imperia (bilan : 25 « bandits » et 25 « éléments suspects » « morts par balle » ; le 8 juillet d'autres actions sont menées dans le même cadre (bilan : 100 « terroristes » morts et 2 soldats allemands tués, 7 blessés ; saisie d'armes, d'appareils, de munitions et d'équipements d'artillerie ; le 9 juillet, l'action se poursuit dans le département de l'Ardèche (bilan : 135 « terroristes morts par balle » et 200 autres abattus lors du combat, du côté des Allemands 9 morts, 2 disparus et libération de 8 membres de la Wehrmacht et de 1 sous-préfet. Une action surnommée « Panther » est menée dans la région de Digne dont le rapport du 22 juillet relate le bilan suivant : 35 « ennemis morts », 14 Allemands morts au combat et 36 blessés, saisie de fusils et de munitions ; puis, le 25 juillet : 50 « terroristes » tués, 19 Allemands morts et 31 blessés.

La Résistance poursuivit d'autres actes de sabotage contre des installations des chemins de fer (principalement la destruction à la dynamite de voies ferrées), dont celui du 1^{er} juillet contre la ligne Arles - Nîmes, celui du 2 juillet contre la ligne Avignon - Valence au nord d'Orange, celui du 5 juillet contre la ligne Marseille – Arles à hauteur d'Aix, le 12 juillet à 30 km au nord d'Orange et contre la ligne Clermont-Ferrand – Béziers. Le 7 juillet, la gare de marchandise de Béziers fut la cible d'un attentat lors duquel 100 wagons furent brûlés et 400 endommagés qui transportaient des véhicules, des aliments et des machines destinés à la Wehrmacht et, le 30 juillet, la Résistance commit un acte de sabotage contre la ligne Aix – Rognac lors du passage d'un transport de chars.

Dans les rapports, il était fait d'un ou plusieurs attentats quotidiens. En dépit des actions de « lutte contre les bandes », la Résistance augmenta considérablement le nombre d'attaques et d'actes de sabotage. À ce sujet, les rapports quotidiens mettent en avant l'imagination des « bandits » dans l'élaboration de leurs stratégies :

- 02.07. *La Grand-Combe à 11 km au nord-ouest d'Alès : occupation de la poste, désarmement d'une partie de la Gendarmerie française, libération de « grévistes », « vol d'un camion », « vol » de 30 moutons abattus, d'aliments et de vêtements,*
- 04.07. *À 19 km au nord d'Arles : «vol commis par des bandes » d'argent, de carburant et de nourriture,*
- 05.07. *La Grand-Combe : 80 « bandits » attaquent le bureau de poste, le trésor public ainsi que deux banques et volent 6 millions de francs,*
- 06.07. *15 « civils » s'introduisent dans un garage à Nice et font sauter 20 véhicules de la Wehrmacht,*
- 06.07. *À 35 km à l'est de Mende, un service de courrier allemand est attaqué par des « terroristes » armés : 3 Allemands sont tués et 4 blessés ; les 25 hommes du commando d'escorte arménien (de type bataillons de l'Est) prennent la fuite,*
- 08.07. *2 sous-officiers de l'Armée de l'air sont faits prisonniers près de Carpentras, attaque à 23 km au nord d'Alès : 4 soldats allemands morts, 5 blessés,*
- 23.07. *Transport d'approvisionnement de la Wehrmacht attaqué à 30 km au nord-ouest de Rodez : 9 soldats allemands morts, 10 blessés,*
- 24.07. *À 40 km à l'est de Rodez : train de voyageurs attaqué : 6 soldats allemands morts, 15 blessés,*
- 29.07. *Attentat à l'explosif contre une ligne électrique de 60.000 V à 2 km au sud-ouest de Carcassonne, 48 heures de coupure de courant.*

La liste pourrait encore s'allonger, mais nous nous contenterons ici d'y ajouter seulement le cambriolage du 30 juillet au château implanté à 6 km au nord d'Aix : Des « terroristes » portant des uniformes allemands ont volé de l'argent et des bijoux d'une valeur de 20 millions de francs. Le même jour, le train transportant des munitions fut attaqué près de Peyrolles dans les Bouches-du-Rhône.

Par ailleurs, des liaisons téléphoniques furent coupées, notamment à Nîmes et dans ses environs. Ainsi, le 12 juillet, une ligne à 22 km située au sud-ouest de la ville fut détruite et, le 15 juillet, 15 grandes lignes implantées sur le tracé de la ligne ferroviaire Arles – Lunel, plus précisément entre le Cailar et le Mas Gallician, furent sectionnées. Le 28 juillet à Nîmes, un attentat à la dynamite détruisit un transformateur interrompant pendant une période indéterminée toutes les lignes téléphoniques des chemins de fer reliant Alès.

Les événements de la seule journée du 14 juillet 1944 - jour de la Fête Nationale en France – illustrent parfaitement ce qui se déroulait quatre semaines avant le débarquement des Alliés dans le Sud de la France occupé par la 19^{ème} Armée : des attentats à l'explosif contre les lignes ferroviaires entre Avignon et Marseille près de Miramas, entre Marseille et Aubagne devant la gare de St. Menet et entre Orange et Cavaillon à hauteur de Velleron. Le pont des chemins de fer situé sur le tracé Rodez - Figeac fut fortement endommagé, un attentat à l'explosif détruisit le pont de la Route nationale 557 entre Draguignan et Moustiers et le trafic sur la RN 598 fut interrompu par un barrage constitué d'arbres et de rochers à 25 km au sud-est de Mende. Par ailleurs, des câbles furent sectionnés à 6 km au sud de Perpignan, tout comme sur la grande ligne reliant St. Gilles et Lunel à hauteur du carrefour de Vauvert. Il fut rapporté qu'il y eut des attaques sur la route entre Perpignan et Prades (bilan : 3 Allemands morts) à 16 km au nord d'Arles (bilan : 5 soldats messagers ciblés par des tirs dans le train, pas de pertes), sur la route M 96 près de Lurs (attaque contre des escortes d'un transport de courrier, 3 blessés légers) et à 21 km à l'est de Rodez (attaque contre un corps de garde).

Les rapports quotidiens relatent en outre que 20.000 ouvriers avaient entamé une grève de plusieurs jours dans la région d'Arles. Idem à Alès, où 14.000 mineurs et ouvriers des secteurs associés manifestait contre le manque d'approvisionnement en pain et revendiquaient une hausse des salaires. La préfecture répondit en fournissant davantage de pommes de terre, de pâtes et de vin. La reprise du travail fut annoncée pour le 17 juillet.

Ce même jour, la 19^{ème} Armée engagea des actions « de lutte contre les terroristes » dans le secteur de Cadenet (« 9 terroristes morts par balle lors de leur fuite », 8 transférés à la « Compagnie Brandenburg », et démantèlement d'une cache d'armes), les communes Tourettes et Contes (au nord d'Antibes) furent fouillées (62 employés saisonniers transférés à la Police de la Sécurité ; saisie de 4 pistolets, d'un appareil télégraphique en panne et de petites quantités d'explosifs).

Les rapports quotidiens démontrent qu'en juillet 1944, des affrontements (similaires à des batailles de guerre) eurent lieu entre la Résistance et la 19^{ème} Armée. Pour cette dernière, les mesures en vue d'empêcher l'arrivée des Alliés dans le Sud de la France furent supplantées par les activités de la Résistance. Alors qu'au cours des six premiers mois de l'année, seuls des actes de sabotage et des attaques isolés furent commis contre des équipements légers de la Wehrmacht, les combattants de la Résistance commencèrent, à partir du mois de juillet, à cibler les transports sous haute surveillance et de plus en plus souvent aussi les principales lignes de communication menaçant ainsi par là même les entreprises travaillant pour l'armée (8). Si, en janvier 1944, le Commandement en chef des Forces armées allemandes sur le front occidental signala « 300 ennemis tués pendant les combats » dans toute la France, il est important de savoir que, pour le seul mois de juillet 1944 et pour la seule zone (relativement restreinte) occupée par la 19^{ème} Armée, le nombre d'« ennemis morts » était déjà nettement plus élevé.

La forte disproportion entre le chiffre relatif aux victimes françaises et le chiffre concernant les victimes allemandes à la suite des « actions contre les bandes » est particulièrement flagrante. En effet, très souvent, le nombre de Français morts dépassent largement celui des victimes allemandes. On peut donc en conclure que les « terroristes » et les « bandits » étaient dans une large mesure des personnes non impliquées dans la guerre. Cette hypothèse est encore appuyée par l'instruction de l'AOK 19 à l'unité subordonnée datant du 2 août 1944 et concernant le stratagème à adopter dans la lutte contre les bandes : « Quant à la répartition des sections de la 'Compagnie Brandebourg', il convient de préparer l'offensive en repérant les camps de terroristes, puis en attaquant sans tarder et sans ménagement. Tout abus à l'encontre des femmes et des enfants innocents est à éviter, ils ne sont pas dignes d'un soldat allemand » (10).

Le 25 juillet 1944, Goebbels fut nommé « plénipotentiaire du Reich pour la guerre totale ». Dès la fin de l'été 1944, les rapports de situation informèrent de l'apparition de signes de dissolution et d'épuisement des organisations militaires. Déjà au cours de l'été 1944, les élites de l'armée – l'attentat du 20 juillet ne permettait qu'un faible rebondissement sur la façon d'évaluer la situation dans sa globalité – considéraient la guerre comme perdue. Vu sous cet angle, le but des combats d'arrière-garde de la Wehrmacht n'était plus de combattre, mais de poursuivre des actions de destruction arbitraires en guise de réponse à son propre déclin. La nomination de Joseph Goebbels comme plénipotentiaire souligne encore cette « célébration »

de la déchéance, une sorte de fête du sacrifice sous forme de suicide collectif. La guerre totale incluait également la population civile dans les combats. Ainsi, l'instauration de la Levée du peuple (Volkssturm), décret publié par Hitler le 25 septembre 1944, obligea tous les hommes (âgés entre 16 et 60 ans) à rejoindre les forces armées avec pour but de déclencher une guerre des partisans nationaux-socialistes ; au cours de l'été 1944 déjà, Goebbels avait invoqué la « guerre révolutionnaire la plus radicale » (11). Ainsi, la pratique de la guerre ramenée à l'intérieur du « Reich » pendant le retrait des troupes de la France visait à supprimer la distinction entre les personnes impliquées et les personnes non impliquées dans les combats.

Les forces employées par la Wehrmacht pour rester combative furent maintenues dans toute leur absurdité grâce au recours systématique au Führer, et ce à un point tel, que même le Commandement suprême (OKW) se plaignait en disant que la formule « *der Führer hat befohlen* (le Führer a ordonné) » serait généralement utilisée de manière abusive. Cela laisse entendre que les « ordres du Führer » formaient petit à petit la structure de base des méthodes de commandement. L'omniprésence de ces ordres prouve l'implication mystagogique d'un culte existant autour du sacrifice collectif – avec au premier plan les affaires « *Gold gab ich für Eisen* (J'ai donné de l'or contre du fer) », la collecte de dons pour la marine ainsi que, et surtout, pour l'entreprise Zeppelin, etc. – qui se révélait être le stratagème des Allemands pendant les derniers mois de la guerre, surtout en raison de la poursuite des combats par les membres de la Wehrmacht qui s'appuyaient systématiquement sur des ordres ridicules de la clique des décideurs de l'armée.

Le stratagème de la guerre totale s'imposait au sein de la Wehrmacht d'une part par la création de sa propre dynamique, comme cela vient d'être démontré au travers des ordres du Führer, et, d'autre part par l'annulation mutuelle des avis politiques et militaires concernant le commandement. Quand le Général des corps d'armée de la SS, le Obergruppenführer Gottlieb Berger, voulait envoyer sur le front 1500 dirigeants du Parti (certains portant l'uniforme de la Wehrmacht, d'autres celui du Parti), l'officier de la SS Rodolf Brand répondit en s'appuyant sur le point de vue du commandant en chef du front de la SS : « ...qu'en considérant l'ambiance actuelle qui règne parmi les soldats du front, on a envie de tuer tous ceux qui se présentent dans l'uniforme du Parti. » Les orientations des officiers du Parti s'effectuaient en fonction de celles de la Wehrmacht, à savoir de la SS, et la Wehrmacht elle-même s'orientait en fonction des pratiques de la SS (12).

Il est possible d'y voir un effet de la stratégie de guerre employée contre la Résistance en France au moment où cette unité de la SS et la Wehrmacht n'existaient pas encore, puis quand la Wehrmacht se mit à fayoter en adoptant les méthodes impitoyables de la SS contre les populations civiles : de plus en plus de « terroristes » et de « suspects » furent abattus. Dans la plupart des cas, il s'agissait de non combattants, principalement des Juifs et des Communistes.

Au cours de la dernière année de guerre, les troupes des Alliés occidentaux étaient largement supérieures aux organisations allemandes. Ainsi, la Wehrmacht avait perdu plus d'un demi-million de soldats pendant l'invasion de l'été 1944. À la fin de cette même année et au début de l'année suivante, près de 400.000 soldats français se battaient sur l'ensemble des fronts. Les organisations françaises étaient principalement composées d'unités régulières de l'Armée coloniale qui, après l'invasion de la Normandie, furent renforcées par l'incorporation des groupes de résistants. L'armée formait aussi de nouvelles recrues. Néanmoins, l'intégration des « Forces Françaises de l'Intérieur » (FFI) apporta aussi son lot de difficultés aux officiers de l'armée régulière causé par le problème de reconnaissance des divers grades des résistants. Les insignes spécifiques aux FFI furent interdits et les meneurs des troupes de la Résistance furent soumis à des examens et instruits par le biais de formations accélérées.

Au début de l'année 1945, l'état des troupes allemandes et des réserves matérielles fut qualifié de chaotique. En dépit de cela, de nombreux commandants maintenaient l'ordre d'attaquer, et ce jusqu'aux derniers jours de la guerre. Quant à Hitler, il disait fin janvier des troupes stationnées dans la zone du Rhin Supérieur qu'elles n'étaient que des « ramassis répugnants ... dépourvus d'artillerie » et, début mars, il traitait les divisions situées dans la même zone de « bric-à-brac » et de « tas de fumier » (13).

Quand la Wehrmacht a commencé à se retirer du Sud de la France, la guerre se transforma en une guerre contre les non combattants considérés comme des combattants, donc en un stratagème qui faisait aussi des victimes parmi les populations civiles. Le contraire se produisit en territoire allemand au cours des derniers mois de guerre. L'extension du stratagème de l'été 1944 contre les populations civiles – même dans le Midi, considéré comme relativement peu touché par la machinerie destructrice – se poursuivait dans le Reich même. Un ordre de Kesselring, Commandant en chef des forces armées allemandes sur le front occidental, datant du 23 mars 1945, exigeait des troupes de défendre toutes les communes sans égard aux conséquences. Il avait ainsi déclaré : « Dans la zone de combat, il faut augmenter et durcir au maximum notre engagement en y impliquant chaque homme apte

à combattre... Seule compte l'attitude du maintien de la position ou celle de la destruction totale... Cette lutte impitoyable pour la survie ou la disparition du peuple allemand ne s'arrête pas non plus devant des monuments de commémoration ou de valeur historique et culturelle» (14).

En décembre 1944, le nouveau chef de l'état-major stationné entre-temps dans la zone du Rhin Supérieur déclara : « La troupe, dans la mesure où il est encore possible de la définir comme telle, semble être à bout... L'infanterie se trouve dans un état dramatique tant sur le plan physique que psychologique. Elle est constituée d'un mélange d'Allemands, d'Allemands venant du peuple, de Russes et d'employés non formés de l'armée de l'air et de la marine, principalement des hommes qui, jusque récemment encore, ne savaient pas combattre et qui sont issus de la défaite. Ces soldats du peuple sont depuis six à huit semaines sur le front et ne se battent que quand il y a suffisamment d'officiers qui les mènent d'une poigne de fer. Cette masse de civils plus ou moins en uniforme a atteint un niveau d'apathie comparable à la réponse face à une arme pointée du style 'tu n'as qu'à tirer, je suis fini d'une façon ou d'une autre'» (15).

Au mois de mars 1945, Kesselring, Commandant en chef des Forces armées allemandes sur le front occidental, lança l'ordre de résister suivant : « Défaillir maintenant est une trahison envers l'Allemagne ! » Il enjoignit chacun à se considérer comme élément d'une « communauté de lutte dévouée qui estime l'idée plus que la vie et qui ne connaît qu'une seule chose : l'Allemagne ! » (16). Ce transfert de l'idéologie de la guerre basée sur l'attaque permanente vers une idéologie totale du mythe autour de la patrie représentait la base même de la mentalité qui consistait à se positionner en victime lors de l'étape finale de la guerre. Celle-ci constituait désormais le naufrage d'une Allemagne qui n'existait déjà plus. L'apocalypse était mise en scène par le groupe de militaires composant l'entourage de Hitler. L'Allemagne n'était plus qu'une « idée » - prisonnière d'un matérialisme fanatique et d'une mentalité de naufrage – et qui a coûté encore la vie à plus d'un millier de personnes !

Notes :

(1) Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, Bd. 7, hg. vom Militärgeschichtlichen Forschungsamt, München 2001, p. 588

(2) Meyer, Ahlrich, Die deutsche Besatzung in Frankreich 1940-1944, Darmstadt 2000, p. 83

(3) Idem, p. 129

(4) Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, idem

(5) Tagesmeldungen des AOK 19 (Oberkommando der 19. Armee) an die Armeegruppe G, 1. 6 – 30. 6. 1944, Militärarchiv Freiburg i. Br.

(6) Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, Bd. 5/2, hg. vom Militärgeschichtlichen Forschungsamt, München 1999, p. 178

(7) Tagesmeldungen des AOK 19, 01.07.1944 - 31.07.1944

(8) Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, volume 7, p. 592

(9) Idem, volume 5/2, p. 176

(10) Befehlsmappe des Chefs des Generalstabs AOK 19, Juli – August 1944, Militärarchiv Freiburg i. Br.

(11) Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, Bd. 10/2, hg. vom Militärgeschichtlichen Forschungsamt, München 2008, p. 13

(12) Idem, p. 42

13) Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, volume 10/1, page 309

14) Idem, page 316

15) Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, volume 10/2, page 42

16) Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg, volume 10/1, page 324